

RETROUVER L'INTÉGRALITÉ DES ANALYSES STATISTIQUES SUR : RAPPORT.SECOURS-CATHOLIQUE.ORG

RÉALISATION : Département Enquêtes et Analyses Statistiques, Pascale Novelli, Lilian Martin (stagiaire)
Délégations et Comité Régional, Pascale Kramer (réécriture, secrétariat de rédaction)
CORRECTION RÉVISION : Christophe Barré



Comme chaque année, les analyses régionales font ressortir quelques caractéristiques de la pauvreté rencontrée dans chacune des régions et leur évolution. En dehors des territoires d'outre-mer, étudiés individuellement, chaque analyse régionale s'appuie sur plusieurs milliers de situations. Si rien ne garantit la représentativité de ces échantillons, les difficultés qu'ils révèlent sont bien réelles et, pour la plupart, se retrouvent de façon récurrente d'année en année. Certaines caractéristiques correspondent d'ailleurs à des particularités démographiques ou économiques régionales.

Les quelques éléments de conjoncture et de présentation sont principalement issus de publications des directions régionales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) réalisées en partenariat avec les autres acteurs des statistiques publiques. Pour chaque région, nous indiquons quelques chiffres de cadrage comparés aux moyennes métropolitaines à partir de données de l'Insee. Les valeurs indiquées dans ces tableaux sont celles de 2017 ou, à défaut, les dernières publiées.

L'analyse des situations rencontrées par les équipes du Secours Catholique-Caritas France repose sur un ensemble d'indicateurs dont les plus importants figurent dans un tableau général rapprochant les valeurs de ces indicateurs dans la région pour deux années, 2012 et 2017¹, et les valeurs nationales. Un graphique présente en outre quelques points marquants de la région d'après les informations recueillies par le Secours Catholique. L'analyse peut être accompagnée d'exemples d'actions menées par le Secours Catholique et de propositions.

DÉFINITIONS

Ménage : un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Niveau de vie ou revenu par unité de consommation (UC) : dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres adultes et les enfants de 14 ans ou plus comptent pour 0,5 UC chacun, et les enfants de moins de 14 ans pour 0,3 UC chacun. On divise le revenu du ménage par la somme des UC le composant. Cela correspond au niveau de vie du ménage. Cette échelle d'équivalence est utilisée par l'ensemble des pays européens. Un individu ne correspond pas à une unité afin que soient prises en compte les économies liées à la mutualisation au sein des ménages.

¹ Nous prenons une période de cinq ans afin de faire ressortir les évolutions.

NORMANDIE		
Données générales	Normandie	France métropolitaine
Population au 1.1.2017 en milliers*	3 343	64 801
Taux de chômage au 4 ^e trimestre 2017	8,9 %	8,6 %
Part d'étrangers dans la population (2015)	2,8 %	6,5 %
Densité du parc social** (2017)	89,4	73,5
Niveau de vie mensuel médian (2015)	1 674 €	1 692 €
Taux de pauvreté à 60 % (2015)	13,9 %	14,9 %
Données Secours Catholique 2017	Normandie	
Situations rencontrées	26 594	
Nombre d'équipes	181	
Bénévoles	3 846	
Situations analysées	5 482	
* Chiffres provisoires		
** Nombre de logements sociaux pour 1 000 habitants au 1.1.2016		

CONJONCTURE¹

Avec un peu plus de 3 300 000 habitants, la Normandie compte pour 5 % de la population métropolitaine et connaît une croissance démographique modérée. L'année 2017 confirme l'embellie relative de 2016 en matière d'emploi, avec une progression de l'emploi salarié marchand de 0,6 %, inférieure à celle observée au plan national (1,6 %). Cette embellie économique est due aux secteurs de la construction et du tertiaire marchand. Elle a un impact positif sur le taux de chômage, qui régresse de 1,1 % par rapport à 2016 pour atteindre 8,9 %, chiffre le plus bas depuis 2009 mais supérieur de 0,3 % à la moyenne nationale. La Normandie se situe ainsi au 5^e rang des régions les plus impactées par le chômage. Avec un taux de chômage de 10,1 %, la Seine-Maritime demeure le département le plus touché, et la Manche le plus épargné (6,9 %). Si toutes les zones d'emploi des départements normands participent à ce recul du chômage, l'Eure est le département qui enregistre le meilleur score, se situant même au 6^e rang des 96 départements, selon l'Insee.

LES SITUATIONS RENCONTRÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

En 2017, les équipes du Secours Catholique en Normandie ont accueilli 26 600 ménages, soit moins qu'en 2016. Si un tiers des personnes rencontrées étaient déjà connues de l'association, elles sont 85 % à avoir été adressées au Secours Catholique par les services sociaux. Un chiffre supérieur de 9 points à la moyenne nationale et qui indique une bonne complémentarité de l'action de l'association avec les travailleurs sociaux. Toutefois, 8 % des demandeurs qui sollicitent le Secours Catholique le font de leur propre initiative.

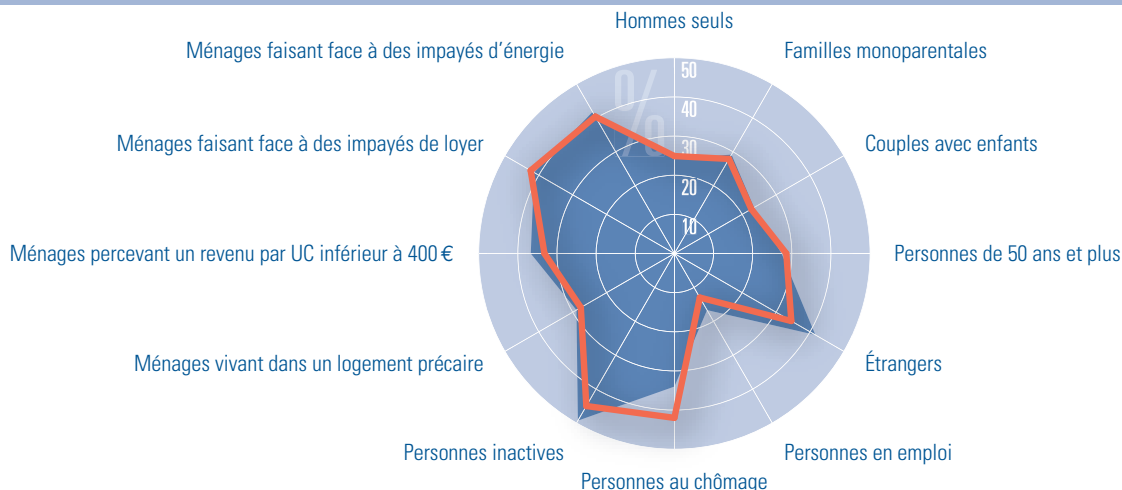
Les personnes expriment pour 79 % d'entre elles une demande d'écoute et de conseil, une part en augmentation de 22 points par rapport à 2012 et au-dessus de la moyenne nationale. La demande d'aide alimentaire est quant à elle en nette diminution, passant de 58 % en 2012 à 39 % en 2017, dans la logique du choix fait par le Secours Catholique d'intervenir moins, voire plus du tout, dans ce domaine.

C'est en Normandie que les demandes concernant les impayés de loyer et de factures d'énergie sont relativement les plus importantes : près d'un tiers des demandes, et ce depuis 2012 et malgré l'existence de dispositifs sociaux. La part de demandes liées aux loisirs et aux vacances est également plus importante qu'au niveau national (2,9 % contre 1,4).

La part d'étrangers accueillis au Secours Catholique est en augmentation de 7 points par rapport à 2016. Ils représentent désormais plus du tiers des publics accueillis, soit 34 % contre 42 % au niveau national. Les étrangers accueillis viennent majoritairement d'Afrique subsaharienne (47 %) et du Maghreb (14 %), soit un total de 61 % d'étrangers originaires du continent africain, contre 23 % pour les pays de l'Est. Parmi ces étrangers, le nombre de déboutés sans titre de séjour a triplé sur la période 2012-2017, passant de 10 à 30 %, soit 12 points de plus que la moyenne nationale. Ceux qui ont obtenu un statut provisoire représentent 40 %, ceux qui sont en attente 30 %. Concernant les ressources financières, un tiers des personnes accueillies par les antennes du

NORMANDIE

FRANCE ENTIÈRE



Champ : ménages rencontrés par le Secours Catholique. **Note de lecture :** la région Normandie compte 24,9 % d'hommes seuls, contre 24,1 % pour la France entière.

Secours Catholique est allocataire du RSA et deux tiers perçoivent une allocation logement. On note également que 14 % des personnes rencontrées ne perçoivent aucune ressource financières, soit un peu moins que la moyenne nationale qui est de 18 %, et qu'un pourcentage équivalent perçoit des ressources liées au travail.

LES ACTIONS MENÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

Pour mieux accueillir les étrangers et favoriser leur intégration, les délégations normandes ont développé des lieux d'apprentissage du français. Des bénévoles se sont par ailleurs formés afin de mieux les accompagner, notamment vers l'accès à leurs droits. Elles vont également engager un plaidoyer pour l'ouverture de permanences de dépôt de dossiers de demande d'asile dans certaines sous-préfectures.

La délégation de la Manche a organisé trois jours de formation pour 250 acteurs du Se-

cours Catholique de façon à renforcer leurs capacités à mieux agir dans une société qui protège.

C'est également le sens du projet de « mobilité inversée » mis en œuvre dans le sud de l'Eure : aller au-devant des habitants vivant sur des territoires marginalisés afin de mener des actions de plaidoyer avec eux et à partir de leurs situations.

La délégation de l'Orne/Calvados propose un accompagnement aux démarches en ligne dans plusieurs petites villes des deux départements afin de rendre les personnes plus autonomes par rapport à l'accès à leurs droits. L'existence de groupes conviviaux en Normandie atteste du désir des plus pauvres de témoigner de leurs capacités à se rencontrer, échanger, valoriser leurs talents, et exercer leurs responsabilités citoyennes, contrairement à un préjugé tenace.

L'ouverture d'une maison des familles au Havre renforce la capacité des familles à s'entraider et à trouver par elles-mêmes des solutions à leurs difficultés.

NORMANDIE		Normandie		France	
		2012	2017	2012	2017
PRINCIPALES DEMANDES D'AIDE (1)	Écoute, accueil, conseil	57,3 %	78,8 %	55,0 %	58,4 %
	Alimentation	57,5 %	38,6 %	57,5 %	51,9 %
	Loyer, factures d'énergie, d'eau	23,0 %	29,5 %	18,1 %	18,1 %
	Mobilité (voiture, transport)	5,3 %	6,7 %	4,9 %	7,0 %
TYPE DE MÉNAGE	Hommes seuls	24,8 %	24,9 %	24,5 %	24,1 %
	Femmes seules	17,2 %	18,0 %	16,3 %	17,1 %
	Couples sans enfants	6,6 %	6,5 %	6,3 %	6,1 %
	Pères seuls	4,1 %	4,7 %	3,3 %	3,4 %
	Mères seules	25,0 %	23,2 %	27,0 %	25,8 %
	Couples avec enfants	22,3 %	22,7 %	22,6 %	23,5 %
ÂGE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	Moins de 25 ans	10,5 %	8,6 %	9,2 %	8,9 %
	25-49 ans	63,6 %	62,8 %	65,9 %	63,7 %
	50 ans et plus	25,9 %	28,6 %	24,9 %	27,4 %
ORIGINE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	France	79,8 %	68,1 %	68,5 %	61,3 %
	Maghreb	3,3 %	4,4 %	8,2 %	8,7 %
	Afrique subsaharienne	9,4 %	15,0 %	10,3 %	13,9 %
	Union européenne	1,2 %	0,9 %	3,9 %	3,0 %
	Europe de l'Est (hors UE)	3,5 %	7,3 %	6,3 %	9,4 %
	Autre	2,8 %	4,3 %	2,8 %	3,7 %
STATUT DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE (étrangers hors UE)	Statut accordé	40,0 %	40,4 %	47,9 %	38,2 %
	Statut demandé, en attente	50,1 %	29,6 %	40,0 %	43,5 %
	Débouté, sans papiers	9,9 %	30,0 %	12,1 %	18,3 %
SITUATION DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE FACE À L'EMPLOI	CDI plein-temps	3,8 %	2,6 %	4,4 %	3,7 %
	Emplois précaires (2)	8,9 %	8,6 %	10,4 %	9,9 %
	À son compte	0,9 %	0,4 %	0,9 %	0,7 %
	Autre travail	1,0 %	0,4 %	1,3 %	1,2 %
	Formation professionnelle	1,8 %	1,0 %	1,4 %	1,2 %
	Sous-total emploi	16,4 %	13,0 %	18,4 %	16,7 %
	Chômage indemnisé ou en attente	13,2 %	12,7 %	11,9 %	11,6 %
	Chômage sans droits reconnus	35,0 %	29,3 %	26,4 %	22,4 %
	Sous-total chômage	48,2 %	42,0 %	38,3 %	34,0 %
	Étudiant	1,6 %	2,1 %	1,1 %	1,4 %
	Inaptitude santé	10,6 %	9,3 %	10,6 %	10,4 %
	Retraite, préretraite	5,1 %	6,5 %	5,4 %	5,4 %
	Au foyer	5,9 %	3,1 %	6,7 %	4,5 %
	Sans droit au travail	6,4 %	17,8 %	9,1 %	15,5 %
	Autre sans emploi	5,8 %	6,2 %	10,4 %	12,1 %
Sous-total inactivité	35,4 %	45,0 %	43,3 %	49,3 %	
TYPES DE RESSOURCES	Ni revenus du travail ni transferts sociaux	14,6 %	20,4 %	18,5 %	22,2 %
	Revenus du travail	5,0 %	5,2 %	7,7 %	7,7 %
	Transferts sociaux	45,0 %	41,3 %	43,8 %	40,6 %
	Revenus du travail et transferts sociaux	35,4 %	33,1 %	30,0 %	29,5 %
REVENU PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (en euros 2016)		558 €	541 €	516 €	517 €
EXISTENCE D'IMPAYÉS		57,4 %	59,8 %	58,8 %	54,5 %
IMPAYÉ MÉDIAN (euros constants)		742 €	687 €	817 €	789 €
NATURE DES IMPAYÉS	Loyer, mensualités d'accession	40,8 %	42,4 %	42,9 %	41,4 %
	Gaz, électricité, combustibles	39,0 %	40,4 %	39,3 %	41,8 %
	Eau	23,3 %	30,6 %	16,6 %	18,6 %
	Découvert bancaire	25,8 %	19,5 %	23,4 %	21,7 %
TYPE DE LOGEMENT	Logement stable (3)	80,6 %	72,4 %	75,9 %	71,1 %
	Logement précaire (4)	19,4 %	27,6 %	24,1 %	28,9 %

(1) Pourcentage de ménages formulant ce type de demande. (2) CDD, intérim, travail saisonnier, temps partiel, emplois aidés. (3) Location HLM, location privée, habitat collectif, propriétaire.

(4) Hôtel, pension, garni, caravane, famille, amis, centre d'hébergement, abri de fortune, rue.